

La filière porcine française face aux défis de la compétitivité et de la durabilité

FICHE QUESTIONS SUR... N°S3-05

Mots clés : # filière porcine - # consommation - # compétitivité - # durabilité

La filière porcine française se trouve confrontée à de nombreux défis : les exigences de durabilité, les modifications du système alimentaire, la compétitivité internationale... Elle n'est pas la seule, mais ses défis sont marqués de ses spécificités : marché libéral et hautement concurrentiel, démographie des éleveurs en déclin et menacée, forte concentration géographique, image dégradée dans l'opinion.

Répondre à ces défis renvoie à des stratégies et des solutions techniques et d'organisation semblant contradictoires.

L'importance du secteur porcin en France

En France, la production porcine représente environ 4 % de la production de l'agriculture, contre près de 9 % dans l'UE, 27 % au Danemark, et 14 % en Espagne et en Allemagne (Données Eurostat pour 2018).

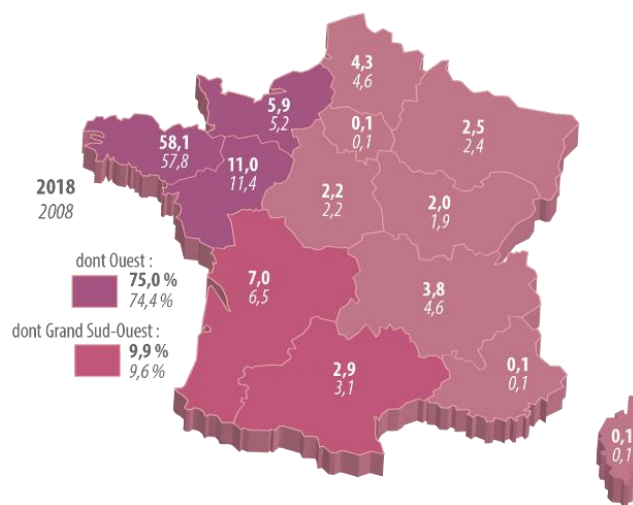
En 2016, on comptait 16 300 détenteurs de porcs en France, dont 11 500 (de plus de 100 porcs) rassemblaient 99 % du troupeau. Au fil des ans, la production s'est spécialisée et concentrée dans toujours moins d'élevages, les petites structures disparaissant plus vite que les plus grandes unités.

Tableau 1 - Nombre d'élevages de porcs en France

	1988	2000	2016
Élevages recensés au total	170 300	29 550	16 320
Élevages de plus de 100 porcs (cheptel détenu en %)	21 600 (93%)	16 100 (98%)	11 530 (99%)

Source : AGESTE, RA 1988, RA 2000, ESEA 2016 (via Eurostat)

figure 1 - Production porcine dans les régions françaises (tonnage régional sortie d'élevage en % tonnage national)



Source : Porc par les Chiffres, IFIP 2019, d'après SAA

Cette concentration s'explique principalement par :

- un régime libéral du marché sans intervention publique,
- un contexte européen et mondial très concurrentiel,
- des crises de marché récurrentes qui accélèrent le mouvement,
- une grande diversité des coûts de production, amenant la disparition des moins performants.

Une part élevée des éleveurs de porcs approche de la retraite sans transmission identifiée, et de nombreux élevages sont difficiles à vendre : trop chers pour les jeunes repreneurs sans moyens financiers, ou trop isolés et nécessitant des mises à niveau importantes pour s'intégrer dans des entités modernes.

La concentration structurelle s'est doublée d'une concentration géographique dans des régions de l'UE, qui ont ainsi bénéficié d'économies d'agglomération (la concentration géographique permet d'accéder à des services plus efficaces et moins chers), ainsi que d'économies d'échelle dans les activités industrielles :

- Ouest de la France, particulièrement en Bretagne, avec près de 60% du troupeau français (figure 1)
- Bassin nord-européen : nord-ouest de l'Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Belgique

- Nord-est de l'Espagne, avec principalement l'Aragon, récemment passé devant la Catalogne
- Plaine du Pô en Italie.

Selon des évaluations réalisées par le GIS *Élevages Demain* (tableau 2) dans les années 2010-2014, la filière porcine française comptait près de 100 000 emplois *équivalents temps plein*. Ses élevages représentaient 14 000 *équivalents temps plein*, cumulant temps pleins effectifs et temps partiels dus à la pluralité des activités sur certaines exploitations, ainsi que, dans certains cas, une part d'activité hors des exploitations.

Environ 50 % des emplois se trouvent dans l'industrie de transformation (abattage-découpe et charcuterie-salaison, avec 25 % pour chaque type d'activité) et près de 20 % dans les différents segments de la distribution. L'alimentation animale nécessite moins de personnel : environ 4% du total.

tableau 2 - chiffres d'affaires et emplois dans la filière porcine française

	Chiffre d'affaires milliards € HT	Nombre d'emplois équiv. plein-temps (1)
Alimentation animale	(2) 1,6	4 300
Élevage	3,4	14 000
Abattage-découpe	(3) 4,5	26 000
Charcuterie-salaisons	(4) 8,1	24 000
Distribution au consommateur	(5) > 15 Achats ménages et par la RHD	19 000
Total		(6) 99 000

années 2017 ou 2018, sinon cf. ci-dessous

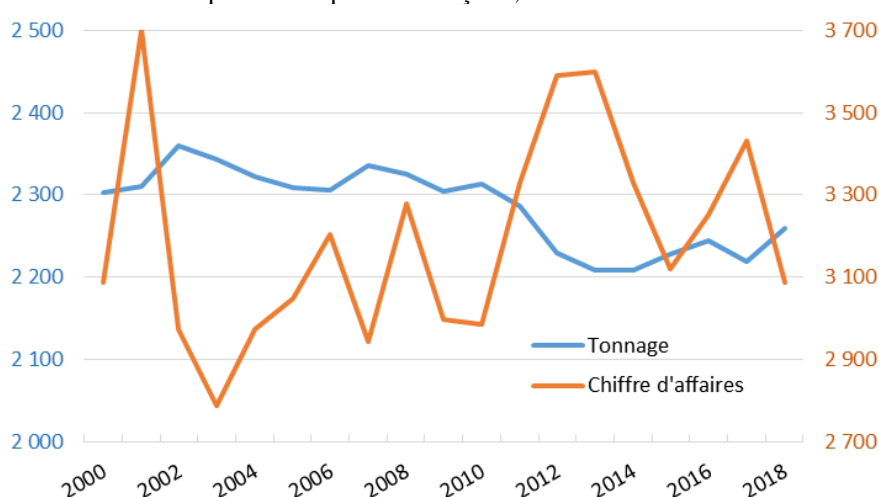
Sources : (1) étude GIS *Élevages Demain* (donnée de 2010 à 2014, principalement 2012-2013), (2) ESANE *Fabrication d'aliments pour animaux*, prorata du tonnage porc ; (3) Observatoire Formation Prix et Marges ; (4) Idem + estimation 5 % artisanat ; (5) estimation d'après Kantar et études diverses ; (6) y compris fonctions intermédiaires de service, négoce, logistique

Baisse tendancielle de la production et forte variabilité économique

Après une forte croissance durant les décennies 1980 et 1990 (qui a comblé le déficit extérieur en volume à partir de 1994), la production porcine française a stagné durant 10 ans, puis a baissé sensiblement entre 2010 et 2013. Ces évolutions résultent de la combinaison :

- de mesures drastiques de correction des impacts environnementaux à la fin des années 1990,
- de limites de compétitivité internationale,
- des problèmes d'acceptation sociale.

figure 2 - évolution de la production porcine française, en milliers de tonnes et millions d'euros



Tonnage = production indigène brute (PIB), CA = PIB x prix moyen perçu éleveurs (source : Agreste et estimations Ifip)

Le chiffre d'affaires de la production nationale subit d'amples fluctuations d'une année sur l'autre, autour d'une tendance plutôt stable proche de 3 milliards d'euros courants (figure 2). Ces fluctuations sont dues aux variations du prix du porc vivant, répercutées les viandes non transformées

L'historique *cycle du porc* – mécanisme libéral d'ajustement de la production porcine européenne à la consommation – est maintenant très secondaire face aux influences mondiales (politiques commerciales, fluctuations de la demande chinoise, lourds épisodes sanitaires...), l'UE exportant 10 % de sa production. Le revenu des producteurs de porcs européens est aussi dépendant des prix des matières premières de l'alimentation, très fluctuants dans la dernière décennie.

On estime à environ 9 milliards d'€HT le chiffre d'affaires consolidé de l'industrie française de transformation (abattage-découpe + charcuterie, déduction faite des ventes et cessions entre les activités).

Au stade de la consommation, distribution au détail et RHD, il doit dépasser 15 milliards d'€ HT.

Part des exports et imports en volume et en valeur

En 20 ans, en France, la consommation *per capita* de tous les produits du porc a baissé de 10 % environ, la consommation totale se maintenant cependant en raison de l'accroissement de la population. Mais les évolutions sont diversifiées, en fonction de facteurs sociaux, culturels et générationnels. Comme pour d'autres produits alimentaires, l'univers de la consommation se complexifie, différents types de segmentations de produits se mettent en place, correspondant à différents niveaux de gamme (pour la charcuterie en particulier) et de circonstances de consommation. La restauration hors du domicile (RHD) et l'utilisation des produits comme ingrédients (pizzas, tartes salées, salades...) prennent des parts croissantes, encore mal suivies par les statistiques.

tableau 3 - bilan d'approvisionnement en porc de la France (source : Ifip d'après Agreste et Eurostat)

1000 tonnes Équivalent carcasse (tec)	2000	2010	2018
Production indigène	2 304	2 298	2 226
Consommation totale	2 227	2 220	2 226
Export total	571	612	573
Import total	494	563	563
Consommation per capita (kg)	36,6	34,2	33,3

tableau 4 - évolution du commerce extérieur français de porc en valeur (Source : Ifip d'après Agreste et Eurostat)

Année	Exportations (M€)	Importations (M€)	Solde (M€)
2018	1 339	1 585	-246
2010	1 402	1 391	+11
2000	1 152	1 023	+129

La filière porcine française est aussi sous forte influence des marchés extérieurs : pour une production et une consommation internes du même ordre, les importations et exportations représentent plus du quart de ce qui est produit ; le tiers des exportations est envoyé hors de l'Union européenne.

Le rapprochement des exportations et importations, en valeur, pose la question de la compétitivité de la filière dans son ensemble : alors que le solde extérieur en volume est très limité, le déficit en valeur est ample : 246 millions d'euros en 2018. Les importations (pièces élaborées et charcuteries) sont à valeur ajoutée plus forte que les exportations (carcasses, pièces brutes, abats) ; ceci traduit différents points de sous-compétitivité des différents maillons de la filière, aggravée par une inadaptation de l'offre aux demandes. Cela génère des pertes économiques pour le secteur et pour le pays.

La viande de porc : entre commodité internationale et spécialité gastronomique

La viande et les produits du porc sont scrutés, et socialement mis en cause depuis longtemps pour leur impact environnemental (qualité des eaux, émissions, antibiorésistance, changement climatique...). Et plus récemment, en France, le mode d'élevage a été attaqué comme non-respectueux des animaux.

De plus, le porc est pris dans la controverse sur la consommation des viandes : ses effets sur la santé humaine (gras, sel, nitrites, jugé plus ou moins cancérigène selon les produits pour le CIRC...) et sa faible soutenabilité sont mis en accusation.

La stratégie dominante des filières porcines des pays européens spécialisés (Danemark, Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Espagne) mise sur la croissance ou l'agrandissement des élevages et des autres

activités, la productivité du travail et des facteurs zootechniques, la compétitivité par les coûts. Les exportations vers les pays tiers y sont centrales, et pas seulement pour écouler des surplus ou des coproduits sans marché en Europe ; les animaux produits sont largement standardisés et fournissent la matière première de commodités commercialisées tous azimuts par grandes masses.

La France vise la compétitivité par les coûts, avec une filière très organisée tout en conservant davantage des élevages de type familial. Malgré les ambitions qu'elle affiche, ses expériences de segmentation sont jusque-là restées timides en quantité et niveau de qualité.

À l'opposé, dans les pays développés, de nombreux travaux récents de prospective et de modélisation suggèrent de réduire la part des protéines animales dans la ration alimentaire humaine ; selon les objectifs (autonomie protéique, biodiversité, moins de GES...), la réduction frappe plus les monogastriques ou les ruminants ; dans ces scénarios décroissants, le modèle économique change : moindre attention à la compétitivité et aux économies d'échelle, mais valorisation du terroir, des origines, des traditions et plaisir de consommer.

Pourtant le marché mondial est porteur : si, selon les projections, la consommation de porc va stagner ou reculer dans les pays développés, elle devrait croître dans les pays en développement. Toutefois, après l'épidémie de fièvre porcine africaine qui a frappé la Chine et de nombreux pays asiatiques à partir de 2018, la production porcine d'Asie (55 % du total mondial jusque-là) s'est effondrée, et les importations se sont emballées. Cette baisse de production asiatique va bouleverser pour des années l'économie porcine mondiale, et la hausse des prix va stimuler la production ou freiner la consommation selon les endroits, ce qui aura des répercussions sur d'autres filières. Le manque d'offre asiatique devrait conforter les stratégies des abatteurs basées sur l'export. En revanche les transformateurs, tels les charcutiers en France, vont être pris en tenaille entre une matière première chère et des prix de vente sous contrainte. L'accident sanitaire aura de telles conséquences structurelles qu'il est devenu incertain d'écrire les scénarios d'avenir.

Michel RIEU, Membre de l'Académie d'Agriculture de France,

décembre 2019

Ce qu'il faut retenir :

Géré depuis toujours de manière libérale, avec des interventions publiques réduites, l'élevage porcine est concurrentiel à toutes les échelles géographiques (éleveurs, régions, pays de l'UE, monde). À côté des performances d'élevage, l'organisation de filière et sa cohérence sont des clés de la compétitivité.

La production s'est concentrée dans des régions spécialisées et dans des élevages moins nombreux et plus grands, accompagnée par la concentration d'industries d'amont et d'aval générant des économies d'échelle.

La production porcine européenne subit une forte influence du marché mondial. La crise sanitaire (fièvre porcine africaine) survenue durant la décennie 2010, surtout en Asie, a apporté des bouleversements en modifiant profondément les équilibres.

Par ailleurs, le modèle de compétitivité mondiale est contesté au nom du changement climatique, de la biodiversité, du respect des animaux, des attentes alimentaires...

Des stratégies semblent s'opposer, d'un côté la production de spécialités gastronomiques, festives, basées sur les traditions, de l'autre les commodités internationales, s'appuyant sur une filière industrielle.

S'il n'est pas possible de poursuivre tous les objectifs avec un seul système, la France pourrait – comme pour d'autres produits alimentaires – cultiver sa diversité en misant davantage, dès l'élevage, sur les spécialités de qualité.

Pour en savoir plus :

- E. Delanoue, A-C. Dockès, A. Chouteau, C. Roguet : *Regards croisés entre éleveurs et citoyens : vision des citoyens sur l'élevage et point de vue des éleveurs sur leur perception par la société*, INRA Productions Animales, Vol. 31 No 1 (2018)
- *Pig Progress*, ASF Asia: Outbreaks in China, Vietnam, Cambodia, Mongolia, North Korea, Laos, Myanmar, the Philippines, South Korea and East Timor, 2019 <https://www.pigprogress.net/Health/African-Swine-Fever/ASF-China/All-outbreaks-and-transport-bans/>
- X. Poux, P-M. Aubert : *Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Enseignements d'une modélisation du système alimentaire européen*, Iddri-AScA, Study N°09/18, Paris, France, 2018
- C. Roguet : *Les élevages de porcs en France en 2018 : 10 000 sites, la moitié avec des truies*, Baromètre Porc, ifip, n° 498 2019